

La Coordination EAU Île-de-France dénonce

Dossier de la rédaction de H2o
March 2011

Dans une tribune "pour un Grand Paris de l'eau", publiée le 7 mars dans Les Échos, M. Santini [président du Syndicat des Eaux d'Île-de-France] évoque "le projet de réseau de transport du Grand Paris" pour proposer d'adopter la même démarche pour l'eau. "Voyons, que s'est-il passé pour les transports ? Les usagers citoyens et les élus se sont fortement mobilisés dans le débat public et n'ont pas été entendus ! Les besoins immédiats et futurs des habitants n'ont pas été pris en compte au plus grand bénéfice d'intérêts privés et financiers. Une structure étatique et technocratique, hors du contrôle des citoyens et des élus (et présidée par M. Santini), a été mise en place pour conduire le projet. C'est tout simplement l'histoire d'un passage en force où l'absence de démocratie permet de tourner le dos à l'intérêt général", écrit Jean-Claude Oliva, président de la Coordination EAU Île-de-France, qui dénonce le manque de transparence et l'autoritarisme "étouffant" du Syndicat des Eaux d'Île-de-France : "Ces dernières années, on a ainsi vu deux décisions majeures, le choix de la délégation de service public et le choix de Veolia comme délégataire, prises par un vote secret. On voit des décisions courantes, votées par le seul président, tout le reste de l'exécutif (le bureau) s'abstenant !"

Aujourd'hui, les mandats franciliens les plus communs consacrent jusqu'à près de 10 % de leur budget à l'eau rappelle la Coordination. Plus qu'au rapport de la Cour des Comptes, la Coordination préfère s'attacher au rapport publié l'an dernier, cette fois par la Chambre régionale des Comptes d'Île-de-France qui dénonçait "une comptabilité tronquée" dans le contrat entre le SEDIF et Veolia.

« L'image du SEDIF, la gestion déléguée est sérieusement remise en cause par l'opinion publique partout en France. Ce système est à bout de souffle, incapable de répondre aux problèmes actuels quand il n'en est pas la cause directe. [...] Une remise à plat, une véritable re-fondation démocratique de la gestion de l'eau est nécessaire et urgente. Le premier défi est de redonner des pouvoirs de décisions aux citoyens et aux élus, ce qui passe par la proximité et une échelle humaine pour les institutions. On ne prépare pas l'avenir en pariant sur les dinosaures ! »

Coordination EAU Île-de-France